

# La conférence de Wannsee

Conviés par Reinhard Heydrich, chef de la police de sécurité (*Sicherheitspolizei*) et du service de sécurité (SD), des représentants de la SS, de la NSDAP et de plusieurs ministères du Reich se sont réunis dans la salle à manger de la maison d'hôtes, le 20 janvier 1942, à midi, pour s'entretenir, durant 90 minutes environ, sur le thème : « la solution finale à la question juive ». Le but d'Heydrich était de faire reconnaître son rôle prépondérant dans l'organisation des déportations et d'impliquer les ministères clés et les hauts fonctionnaires du parti dans les préparatifs de l'extermination des Juifs d'Europe. Dans le même temps, il fallait régler les conflits qui opposaient les administrations civiles allemandes et les officiers de la SS dans la Pologne occupée et les territoires de l'Est (*Ostland*). La conférence confirmait le succès remporté par la SS au cours de l'année 1941 dans la lutte engagée entre les différents corps gouvernementaux en vue de prouver leur compétence en matière de « solution finale à la question juive ». Les participants émettaient des propositions et des objections selon les intérêts de l'institution dont ils relevaient, mais se disaient, dans l'ensemble, prêts à coopérer. Les hauts dignitaires de l'appareil d'État allemand devinrent ainsi les complices passifs et actifs du génocide des Juifs.

## Le protocole de la conférence

Adolf Eichmann, dirigeant de la section juive de la police secrète d'État (Gestapo) rédigea un compte-rendu de la conférence : le protocole. Selon ce dernier, Heydrich a informé les participants que tous les Juifs d'Europe étaient désormais déportés vers les régions de l'Est « avec l'aval » d'Hitler. Il insista sur le fait que « toutes les décisions relatives au traitement de la solution finale à la question juive » relevaient exclusivement de sa compétence, et ce, sans considération de limites géographiques. Le sort des métis, (*Mischlinge*), c'est-à-dire des personnes issues d'unions entre Juifs et non-Juifs, ainsi que les Juifs ayant contracté un mariage mixte, (*Mischehe*), avec un allemand de sang, a toutefois soulevé des controverses. La tentative d'Heydrich d'étendre la déportation à ce type de personnes fut perçue comme une atteinte aux compétences du Ministère de l'Intérieur, représenté par le secrétaire d'État Wilhelm Stuckart, lors de la conférence.

Ne parvenant pas à un consensus sur ce point, Heydrich ajourna la résolution de ce problème à des conférences ultérieures. Au vu des débats suscités par cette question, Eichmann consacra aux propositions émises une place considérable : quatre pages du protocole sont dédiées uniquement aux suggestions faites sur la déportation des *Mischlinge* et des conjoints juifs, tandis que l'ensemble du compte-rendu tient en seulement 15 pages dactylographiées (dont une page et demie pour la liste des participants et une page de statistiques). Ces propositions radicales restèrent donc à l'ordre du jour, attendant d'être adoptées ultérieurement.

Étant donné que ce protocole rend compte des conclusions de la conférence et non des différentes interventions, il ne nous renseigne que de manière allusive sur le déroulement effectif de la rencontre et sur l'atmosphère qui y régnait. Dans le cadre de son procès à Jérusalem en 1960-61, Adolf Eichmann a été longuement interrogé sur la conférence de Wannsee. Il a affirmé que même les représentants de la bureaucratie ministérielle s'étaient exprimés ouvertement et avec le consentement général en faveur de l'élimination des Juifs. Il lui avait fallu réécrire le protocole maintes et maintes fois, jusqu'à ce que Heydrich soit satisfait. Le texte ne devait pas rendre avec trop de rigueur les termes employés, tout en « coinçant » les secrétaires d'État, c'est-à-dire en en faisant des complices. Eichmann a expliqué qu'il avait dû fournir des informations pour l'exposé présenté par Heydrich en introduction, notamment le tableau récapitulatif le nombre et la répartition des Juifs en Europe, quelques « onze millions d'individus » concernés par la « solution finale à la question juive en Europe » (page 6 du protocole). La Représentation nationale des Juifs en Allemagne (*Reichsvertretung der Juden in Deutschland* ou RV) avait reçu l'ordre, en août 1941, de fournir des statistiques récapitulatif le nombre de Juifs en valeur absolue et proportionnellement à la population totale de chaque région (*Länder*), en indiquant la définition du concept de « Juif » et le statut juridique des individus juifs.

La réponse de la RV fut rapide. Elle s'appuyait sur plusieurs publications, revues et articles de journaux et précisait : « Les chiffres, provenant de sources officielles, dans la mesure du possible, ou d'estimations, ne prennent généralement en compte que les individus se réclamant de la loi mosaïque et sont donc minimisés ». Le tableau élaboré par Eichmann à partir de ces données présente avec leur source des différences significatives. Pour le gouvernement général et la Roumanie, Eichmann avait revu les chiffres à la hausse, puisque ces régions avaient, au cours de l'été 1941, été augmentées respectivement du district de Galicie et de la Bessarabie. Tandis que la Représentation nationale avait dénombré 3,02 millions de Juifs en URSS, Eichmann (sans doute à des fins propagandaires) les a considérablement augmentés en indiquant 5 millions de Juifs. Pour ce qui est des Pays-Bas, Eichmann avait corrigé les 135 000 annoncés par la Représentation nationale et donné le chiffre exact de 160 800. Faute de données pour l'Estonie, Eichmann avait, dans son tableau, caractérisé ce pays de « libéré des Juifs ». En effet, tous les Juifs estoniens qui n'étaient pas parvenus à s'enfuir avaient été victimes des massacres orchestrés par le groupe d'intervention A (Einsatzgruppe A). Dans le cas de la France, Eichmann avait visiblement recensé aussi les Juifs des colonies françaises d'Afrique du nord. Ce tableau récapitulatif intégré au protocole de la conférence de Wannsee représente ainsi une menace d'extermination pour les Juifs d'Europe. La menace réelle qui plane sur ces populations est particulièrement tangible lorsqu'on considère la carte du tracé des fronts et des belligérants au soir du 20 janvier 1942. Cette carte, élaborée avec le concours de l'Institut de recherche en histoire militaire de Potsdam à partir des cartes de l'État-major général de la Wehrmacht, montre que les foyers de population juive en Europe de l'Est et du Sud-Est se trouvaient dans des territoires occupés par les Allemands ou aux mains des alliés d'Hitler. Dans son tableau de recensement des Juifs, Eichmann distingue les pays occupés par la Wehrmacht et les pays alliés ou neutres devant être dominés par l'Allemagne. En outre, il est manifeste, à la lecture du tableau d'Eichmann, que le gouvernement nazi, en dépit de l'invasion manquée en Angleterre en 1940 et du tournant décisif que connut la guerre en Russie avec l'échec de la stratégie de la guerre éclair (Blitzkrieg) en hiver 1941-42, comptait dominer l'ensemble de l'Europe dans un avenir proche.

## L'habilitation d'Heydrich

Le protocole de la conférence porte à croire que la décision de transformer les massacres de masses commencés en juin 1941 en un génocide systématique perpétré sur l'ensemble de Juifs d'Europe avait été prise en haut lieu avant même l'échéance de la conférence. Depuis l'invasion en Union Soviétique du 22 juin 1941, les groupes d'intervention (*Einsatzgruppe*) de l'Office principal de sécurité du Reich (*Reichssicherheitshauptamt* ou RSHA) avaient massacré les populations juives locales. Heydrich était donc en quête d'une légitimation écrite justifiant ces opérations et l'élargissement de son plan d'action, une légitimation qui ferait autorité, plus que l'ordre donné par le chef suprême (*Reichsführer*) de la SS, Heinrich Himmler. Au soir du 31 juillet 1941, il soumit à Hermann Göring une note rédigée au RSHA pour qu'il la signe. Göring, à la deuxième place dans la hiérarchie nazie et doté par Adolf Hitler de pleins pouvoirs importants, notamment en matière de coordination de toutes les mesures anti-juives, avait déjà nommé Heydrich responsable de l'émigration forcée en janvier 1939. C'est donc avec la signature de Göring qu'Heydrich fut investi de l'autorité nécessaire pour préparer une « solution complète à la question juive dans les territoires européens sous influence allemande », selon les « circonstances ». Heydrich fit usage de cette lettre d'habilitation quelques six mois plus tard, alors que le concept de « solution complète à la question juive », suite à une radicalisation notable, est devenu synonyme de génocide. Ce document servit à légitimer le rôle prépondérant d'Heydrich dans la « solution finale à la question juive » face aux autres institutions comme au sein de la SS. Une copie fut jointe à la circulaire du 29 novembre 1941 adressée à tous les participants pour les inviter à la conférence de Wannsee. Cinq jours après la conférence, Heydrich envoya d'autres copies à la direction régionale de la police de sécurité (Sipo), au service de sécurité (SD) de la SS, aux groupes d'intervention (*Einsatzgruppe*) et à l'Office central du personnel (*Personalhauptamt*) de la SS. La note d'accompagnement se concluait par une évocation indirecte de la conférence qui avait eu lieu à Wannsee : « Les travaux préparatoires sont déclenchés. »

À la fin du mois de janvier 1942, Adolf Eichmann ordonna par télégramme à tous les services du Reich allemand concernés de poursuivre la déportation des Juifs commencée en 1941. Il y était explicitement fait mention du « début de la solution finale ». Eichmann énumérait les types de

personnes devant être déportées et désignait celles qui, dans un premier temps, seraient exemptées, selon la première ordonnance de la loi de citoyenneté du Reich (*Reichsbürgergesetz*) de 1935. Heydrich ne réussit donc pas, à ce moment, à imposer qu'on élargisse le cercle des personnes à déporter, comme il l'aurait voulu. Cet écrit d'Eichmann, qui s'appuyait sur les résultats de la conférence de Wannsee, déclencha la préparation d'une déportation systématique de tous les Juifs d'Europe. Deux conférences ultérieures, présidées par Eichmann, réunirent les responsables des sections antijuives (*Judenreferenten*) des ministères, les 6 mars 1941 et 27 octobre 1942, pour convenir d'une « solution à la question des métis (*Mischlinge*) » par la stérilisation et par une procédure de divorce forcé des « couples mixtes » (*Mischehe*). Hitler n'ayant pas pris de décision arrêtée avant la fin de la guerre, les mesures particulièrement radicales qui avaient été planifiées ne furent pas appliquées dans un premier temps. Cette prudence vis-à-vis des familles non-juives ne fut pas observée dans les territoires occupés, Himmler s'interdisant personnellement de faire valoir dans ces régions une définition trop restrictive du concept de « Juif ». Quoi qu'il en soit, vers la fin de la guerre, les conjoints juifs de couples mixtes vivant sur le territoire du Reich furent malgré tout déportés.

## Les participants à la conférence

L'organigramme exposé dans la salle de conférence historique présente les différents participants en précisant l'institution à laquelle ils appartenaient ainsi que leur rang. Il en ressort que la conférence avait bien, pour reprendre l'expression trouvée dans un document rédigé *a posteriori*, des allures de « réunion de secrétaires d'État ». Ceux-ci ne faisaient que valider ce qui avait été décidé auparavant dans les hautes sphères politiques. Il n'est donc pas exact de dire, comme on l'entend parfois, que le massacre des Juifs d'Europe a été décidé lors de la conférence de Wannsee. Cette dernière a cependant une importance historique considérable, car elle a permis la coordination nécessaire pour étendre le génocide à presque toute l'Europe. Elle révèle l'implication de tout l'appareil d'État allemand dans l'organisation méthodique du génocide. Les quinze participants à cette conférence appartenaient à l'élite du régime nazi. Leurs curriculum vitae montrent que beaucoup d'entre eux avaient suivi une formation académique et fait une brillante carrière. Huit étaient titulaires d'un doctorat. La plupart était issue de la bourgeoisie. Si certains étaient des nazis convaincus, d'autres n'avaient probablement intégré le parti que par opportunisme. La moyenne d'âge, de 43 ans, n'était pas très élevée. La question de savoir ce qu'il est advenu des participants à cette conférence après la guerre est souvent posée. Un tiers n'était plus en vie à l'issue de la guerre ou décéda peu après.

**Reinhard Heydrich** mourut, quelques mois après la conférence, des suites d'un attentat organisé par des résistants tchèques. **Rudolf Lange** et **Alfred Meyer** se donnèrent la mort respectivement en février et en mai 1945. **Roland Freisler** mourut en février 1945 lors d'une attaque aérienne dans la cave du Tribunal du peuple (*Volksgesichtshof*) qu'il avait présidé. **Martin Luther** des Affaires extérieures tomba en disgrâce en 1943 suite à un complot dirigé contre ce ministère. Il fut interné au camp de concentration de Sachsenhausen en prévision d'un procès qui devait être prononcé contre lui. Il mourut au printemps 1945 des suites de sa détention dans un hôpital berlinois. C'est sans doute grâce à ces événements que nous est parvenu l'exemplaire du protocole adressé à Luther après la conférence, le n° 16 des 30 copies réalisées. En effet, les dossiers qu'il conservait dans son bureau au Ministère des Affaires étrangères avaient été transférés au centre de Berlin en vue de son procès. Ils furent ensuite entreposés dans des bâtiments à Berlin Lichtenfelde, en périphérie de la ville, et échappèrent ainsi à la destruction systématique de tous les documents qui eut lieu avant la fin de la guerre. En 1947, alors qu'elle prépare le procès de Nuremberg contre les hauts fonctionnaires du régime nazi, l'équipe de l'accusation américaine découvre les deux dossiers intitulés « solution finale à la question juive » provenant du bureau de Luther. Un deuxième tiers des participants est décédé dans les premières années d'après-guerre : **Wilhelm Kritzinger** mourut en 1947, peu de temps après avoir été relâché par les alliés pour cause de maladie. Durant la préparation du « procès de la Wilhelmstraße » à Nuremberg, il fut confronté au protocole retrouvé et interrogé sur sa participation à la conférence de Wannsee. Il confirma, comme Eichmann plus tard, l'authenticité du protocole et sa participation à la conférence. Il reconnut que le massacre des Juifs était un crime qu'il regrettait.

**Erich Neumann** mourut également au début de l'année 1948. **Eberhard Schöngarth** fut exécuté par décision d'un tribunal militaire britannique, non pour sa participation au massacre des Juifs en Galicie, mais pour avoir ordonné personnellement l'exécution d'un prisonnier de guerre. **Josef Bühler** fut

condamné à mort à Cracovie en 1948. **Adolf Eichmann** fut également exécuté en 1962, à Jérusalem. Le dernier tiers des participants à la conférence réussit à se couler dans une vie bourgeoise d'après-guerre, pour certains, dès la fin des années 1940. **Gerhard Klopfer** et **Georg Leibbrandt** furent relâchés en 1949. Une procédure d'enquête fut ouverte contre Klopfer en raison de sa participation à la conférence de Wannsee en 1952. Une enquête préalable fut également initiée contre Leibbrandt dès 1950 pour les mêmes chefs d'accusation. La justice allemande se voyant dans l'incapacité de prouver leur culpabilité, ils furent relaxés, à l'instar de nombreux autres « criminels de bureau » (*Schreibtischtäter*). Klopfer vécut sans faire l'objet d'une surveillance particulière jusqu'en 1987, Leibbrandt jusqu'en 1982. Tous deux atteignirent, voire dépassèrent les 80 ans. **Otto Hofmann** fut condamné à 25 ans de prison lors du procès de Nuremberg contre l'Office central de la race et de la colonisation de la SS (*SS-Rasse- und Siedlungshauptamt*). Comme beaucoup, il fut toutefois grâcié et relâché en 1945 de la prison américaine des criminels de guerre de Landsberg am Lech. Il vécut comme employé commercial dans le Wurtemberg jusqu'en 1982 et décéda à l'âge de 84 ans. **Wilhelm Stuckart** fut libéré de prison en 1949, après le procès de la Wilhelmstraße, puisqu'il avait déjà purgé la peine de 3 ans et 10 mois prononcée contre lui. Il décéda en 1953 dans un accident de voiture à l'âge de 51 ans. Le sort du chef de la Gestapo **Heinrich Müller** reste assez confus. Après le bombardement du palais Prinz Albrecht, il avait temporairement transféré ses services dans la villa de Wannsee. Il fut aperçu une dernière fois en avril 1945 dans le bunker du Führer. Il est porté disparu depuis début mai 1945. Des rumeurs veulent qu'il se soit enfui en Amérique du Sud ou aux États-Unis, mais elles n'ont pas pu être vérifiées.